



En septembre 2019, Berne parlera la langue de l'autre

MULTICULTURALISME Helvetia Latina souhaite instaurer une Journée du plurilinguisme au parlement et dans l'administration. Chacun sera invité à s'exprimer dans une autre langue durant une journée

La date du jeudi 26 septembre 2019 a des chances de figurer en bonne place dans l'histoire du parlement fédéral. Ce jour-là, les orateurs qui s'exprimeront à la tribune du Conseil national et du Conseil des Etats seront priés de le faire... dans une autre langue que la leur! C'est Helvetia Latina, l'organisation qui défend la pluralité linguistique dans l'administration fédérale, qui est derrière ce projet. On peut ainsi imaginer un UDC schwyzois prendre la parole en français et un socialiste jurassien en allemand, par exemple. Président d'Helvetia Latina, le conseiller national Jacques-André Maire (PS/NE) se réjouit de vivre cette expérience.

Le moment choisi, qui tombe sur le dernier jour de travail de la législature avant les votes finaux et les prises de congé du lendemain, n'est pas le fruit du hasard: «C'est la date de la Journée européenne des langues mise sur pied par le Conseil de l'Europe», explique-t-il. Cette opération de promotion du plurilinguisme existe depuis 2001. Elle est célébrée chaque année le 26 septembre, «mais on n'a pas vraiment marqué ça en Suisse jusqu'à maintenant», regrette-t-il. Il y a bien quelques événements çà et là. En 2018, des manifestations multilingues ont ainsi été organisées dans des écoles de

Genève et de Saint-Légier-La-Chiésaz.

70,9% du personnel parlent allemand

Helvetia Latina aimerait que la Suisse, pays polyglotte par excellence, franchisse un pas de plus. A fin novembre, l'organisation a rencontré, comme elle a l'habitude de le faire, le président de la Confédération de l'année suivante, en l'occurrence Ueli Maurer. Lors des discussions, celui-ci a lancé l'idée que chacun ait l'occasion de s'exprimer dans un autre idiome que sa langue maternelle. Helvetia Latina a saisi la balle au bond. Jacques-André Maire en a parlé avec les présidents des Chambres fédérales, la Tessinoise Marina Carobbio et le Valaisan Jean-René Fournier, et avec le secrétaire général de l'Assemblée fédérale. «Ce sera l'occasion de démontrer que nous sommes un pays multiculturel», confirme Marina Carobbio. Elle fera probablement une entorse à la règle qu'elle s'est fixée et ne parlera pas forcément l'italien ce jeudi-là. Mais les détails doivent encore être réglés et il faudra tenir compte de l'ordre du jour. Jean-René Fournier, qui n'a pas encore évoqué le sujet au sein du Bureau du Conseil des Etats, est lui aussi favorable à cette action symbolique.

Helvetia Latina a par ailleurs écrit au Conseil fédéral pour lui demander de décréter le 26 septembre «Journée du plurilinguisme» dans l'administration. Il s'agit de «renverser le poids des langues» et de «sensibiliser les collaboratrices et les collaborateurs de l'administration fédérale à l'importance de l'apprentissage et à la richesse des langues nationales», suggère cette

lettre. Elle est cosignée par Jacques-André Maire, le conseiller aux Etats Hans Stöckli (PS/BE), les conseillers nationaux Martin Candinas (PDC/GR), Silva Semadeni (PS/GR) et Roberta Pantani (Lega/TI), qui, tous, président des intergroupes parlementaires consacrés à la promotion des langues minoritaires.

Il faut rappeler que l'administration fédérale reste très majoritairement germanophone: selon le dernier rapport de l'Office fédéral du personnel (Ofper), l'allemand, langue maternelle de 63% des Suisses, est parlé par 70,9% du personnel et des pics de plus de 75% sont observés aux départements de la Défense (DDPS) et des Infrastructures (DETEC).

Pas destiné aux bilingues

L'objectif est d'inciter celles et ceux qui n'en ont pas l'habitude à recourir à une langue qui n'est pas la leur. L'opération n'est pas destinée en premier lieu à celles et ceux qui sont déjà bilingues. Il y en a dans tous les groupes parlementaires, sans parler du Conseil fédéral. Ce serait d'ailleurs la solution de facilité que de solliciter ces élus-là pour s'adonner à cet exercice inédit en Suisse. Il s'agit surtout de sensibiliser les autres «en abordant la question du plurilinguisme de façon décontractée», relève Jacques-André Maire. Le Neuchâtelois insiste sur le fait que la démarche restera volontaire. Si l'expérience menée le 26 septembre 2019 est concluante, elle pourra être ensuite reconduite chaque année. ■

BERNARD WUTHRICH, BERNE
@BdWuthrich